



CTB NIGER



RAPPORT DES RESULTATS 2012

PROJET NER 08 028 11

**« AUGMENTATION DES REVENUS
MONETAIRES DES FEMMES DE
DOSSO – PHASE II »**

ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	5
1.1 FICHE PROJET	5
1.2 PERFORMANCES DU PROJET	5
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE	6
1.4 RESUME.....	6
2 ANALYSE DE L'INTERVENTION	6
2.1 CONTEXTE	8
2.1.1 <i>Contexte général</i>	8
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	8
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	9
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	9
2.2 OUTCOME	10
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	10
2.2.2 <i>Gestion des risques</i>	12
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	13
2.2.4 <i>Critères de qualité</i>	13
2.3 OUTPUT 1	17
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i>	19
2.3.3 <i>Critères de qualité</i>	19
2.4 OUTPUT 2	20
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i>	21
2.5 OUTPUT 3	22
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	21
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i>	22
2.5.3 <i>Critères de qualité</i>	22
2.6 OUTPUT 4	23
2.6.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	24
2.6.2 <i>Exécution budgétaire</i>	25
2.6.3 <i>Critères de qualité</i>	25
3 THEMES TRANSVERSAUX	26
3.1 GENRE.....	26
3.2 ENVIRONNEMENT	26
3.3 ECONOMIE SOCIALE	26
4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	27
4.1 PLAN D'ACTION	27
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES	27
5 RECOMMANDATIONS A LA SMCL	29

6	ANNEXES.....	30
6.1	APERCU DES MoRe Results.....	31
6.2	DECISION PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI	32
6.3	CADRE LOGIQUE ARMFD II SELON LE DTF	33
6.4	MATRICE REVISEE DES INDICATEURS	41
6.5	REPPORT BUDGET VERSUS ACTUELS (Y-M) ».....	47

Acronymes

ADT	Allègement des Tâches
AGR	Activité génératrice de revenus
ARMFD I	Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes de Dosso Phase 1
ARMFD II	Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes de Dosso Phase 2
CCA	Cellule de Coordination et d'Appui
CCPF	Comité Communal de Promotion de la Femme
CM	Centre Multifonctionnel
CRS	Catholic Release Service
CSP	Comité Spécial des Partenaires
CTB	Agence Belge de Développement
DGD	Direction Générale du Développement
DR P/PF/PE	Direction régionale de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
FIT	Financial Information Tool
GERME	Mieux gérer mon entreprise
IGS	Inspection Générale des Services
LC	Ligne de crédit
Luxdev	Organisation Luxembourgeoise de Développement
MAEIANE	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Etranger
M&E	Monitoring et évaluation
MF	Ministère des Finances
MP/PF/PE	Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
MUSO	Mutuelle de solidarité
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAMED II	Programme d'Appui à la Mise en Place des Entités Décentralisées dans la région de Dosso Phase 2
PDC	Plan de Développement Communal
PTF	Partenaire technique et financier
Q1, Q2, Q3, Q4	Trimestre 1, Trimestre 2, Trimestre 3, Trimestre 4
R1, R2, R3, R4	Résultat 1, Résultat 2, Résultat 3, Résultat 4
SFD	Services financiers décentralisés
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
UAEF	Unité d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche projet

Nom du projet	Augmentation des revenus monétaires des femmes de Dosso – Phase II
Code du projet	Ner 08 028 11
Emplacement	Région de Dosso, au sud du Niger
Budget	4.650.805,40 € (contribution belge) 625.855,67 € (contribution nigérienne)
Institution partenaire	Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de Protection de l'Enfant
Date de la Convention de mise en œuvre	8 janvier 2010
Durée (mois)	48 mois
Groupes cibles	Les structures féminines de la région de Dosso
Impact ¹	La situation socio-économique des femmes de la région de Dosso est améliorée
Outcome	Le potentiel et la position de la femme au sein de l'économie du ménage et de l'économie de marché sont promus
Outputs	Les rendements, la productivité et la qualité des productions réalisées par les femmes sont accrus
	Les femmes ont davantage accès aux services financiers
	Les tâches des femmes sont allégées
	Les femmes sont formées et leurs compétences organisationnelles sont renforcées

1.2 Performances du projet

Tableau logique d'intervention : Remplir sur la base des données introduites dans 2.2.4, 2.3.3, 2.4.3... (uniquement attribuer une note A, B, C ou D²).

	Efficienc	Efficacit	Durabilit
Outcome	C	C	B
Output 1	C	D	C
Output 2	C	D	B
Output 3	C	D	B
Output 4	C	D	B

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

² A = Très bonnes performances, B = Bonnes performances, C = Faibles performances, D = Problématique

1.3 Exécution budgétaire

Budget total Régie et Cogestion	Dépenses 2012	Solde	Taux de décaissement total
4.650.805,40 €	1.276.655,97 €	3.374.149,43 €	27%

Informations issues du FIT

Budget national 2012	Dépenses 2012	Solde	Taux de décaissement total
20.000.000 F CFA	17.183.421 FCFA	2.816.579 FCFA	86%

1.4 Résumé

Formuler 5 points clés (brièvement, en une ou deux phrases) dont un lecteur du présent rapport doit se souvenir.

<ul style="list-style-type: none"> L'approche programme développée par ARMFD II met au premier rang les services techniques déconcentrés du ministère de tutelle en leur confiant en partie la réalisation des activités mais surtout en les responsabilisant dans leur suivi / évaluation. La mise à disposition d'agents communaux stables permet d'assurer la durabilité de ces actions.
<ul style="list-style-type: none"> L'objectif spécifique du programme se développe et se consolide à travers l'accès des femmes aux services financiers (R2), les autres résultats agissent de manière concomitante en renforçant les activités d'accompagnement que sont l'amélioration des compétences techniques et organisationnelles des femmes et l'allègement de leurs tâches.
<ul style="list-style-type: none"> La recherche de durabilité sous-tend la mise en œuvre des activités à travers l'application de stratégies qui impliquent toutes les parties prenantes, s'assurent d'un réel ancrage dans des structures locales pérennes (Comité Communal de Promotion de la Femme) et qui pourraient le devenir (Centre multifonctionnel, unions communales, réseau des formateurs GERME), s'inscrivent dans une approche filière permettant d'assurer des revenus plus élevés aux femmes.
<ul style="list-style-type: none"> La volonté d'atteindre les résultats du programme dans le temps imparti s'est traduite par un effort de recentrage des activités, la redéfinition des postes essentiels à la CCA avec le recrutement d'un Chargé de la Microfinance et d'un Chargé des Filières.
<ul style="list-style-type: none"> La mise en place des financements au sein des services financiers décentralisés et des fonds d'allègement des tâches aura un impact significatif sur le taux d'exécution budgétaire.

Fonctionnaire exécution nationale

Fonctionnaire exécution CTB

Adamou HAMADOU
Responsable ARMFD II



Marie-Claire LEPAPE
Co-responsable ARMFD II



2 Analyse de l'intervention³

2.1 Contexte

2.1.1 Contexte général

Depuis l'avènement des autorités de la 7^{ème} République suite à des élections démocratiques en 2011, le Niger a confirmé son option de promotion de l'Initiative 3 N « Les Nigériens nourrissent les Nigériens » intégrant la Stratégie de Développement Rural et devenant désormais le seul cadre politique de référence en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole.

L'année 2012 a également connu la finalisation du Plan Stratégique du ministère de tutelle et sa déclinaison en plan d'action triennal où s'inscrit le Programme ARMFD II dans l'axe stratégique « Renforcement des capacités économiques des groupes cibles pour leur autopromotion ».

On assiste, au cours de l'année 2012, à une dégradation des conditions sécuritaires dans la sous-région avec un impact négatif sur le développement des activités du Programme par une limitation des déplacements dans la région de Dosso.

Les inondations survenues lors de la campagne agricole 2012 ont particulièrement été sévères dans certaines localités de la région, nécessitant l'intervention des partenaires techniques et financiers pour soulager les populations sinistrées.

2.1.2 Contexte institutionnel

L'ancrage du Programme au sein du Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant s'est renforcé grâce à son inscription dans le Plan d'action triennal, lui assurant une meilleure visibilité et une capitalisation des acquis. Ainsi, la mise en place, par le ministère de tutelle, d'équipements et d'infrastructures d'allègement des tâches (ADT) dans des villages de la région de Dosso, non couverts par ARMFD II, s'est alignée sur la stratégie définie par ce dernier dans le cadre de la réhabilitation des équipements ADT apportant plus de cohérence dans les activités développées par le MP/PF/PE.

Le Programme a bénéficié, à travers son dispositif d'animation de proximité, d'un ensemble de formations résultant de la mise en œuvre de ce plan d'action comme la gestion axée sur les résultats, l'intégration des questions genre dans les Plans de Développements Communaux (PDC).

Malgré l'augmentation de l'effectif des agents communaux du MP/PF/PE affectés dans la zone d'intervention du Programme et permettant d'assurer la couverture des 19 communes encadrées, il n'y a pas eu d'avancée significative en termes de stabilisation de ces mêmes agents. Le risque de voir le personnel formé se diriger vers d'autres secteurs où l'emploi est davantage sécurisé (éducation, santé, ONG) constitue une préoccupation récurrente.

Pour les aspects d'ancrage, de visibilité et de capitalisation, le contexte est très approprié. Par contre, il est peu favorable en ce qui concerne la stabilisation des agents de terrain (durabilité).

³ Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

L'alignement sur les procédures nigériennes des marchés publics se traduit par une accentuation des délais d'exécution des activités du Programme. Ainsi, l'appel à une expertise internationale en matière de microfinance a nécessité un délai de 10 mois pour l'obtention des résultats de l'évaluation des SFD dans la région de Dosso.

Le recours à des accords d'exécution qui constituent un outil intéressant permettant de mobiliser des compétences au sein des Services Publics ou des prestataires ne pouvant pas concourir dans le cadre de marchés publics reste d'application difficile en termes de mise en œuvre et de suivi.

L'application du protocole CTB-Niger régissant les frais de mission et autres indemnités n'est pas en adéquation avec les modalités des autres partenaires, ce qui influe sur la motivation de certains acteurs.

Toutefois, l'application stricte des modalités de cogestion est garante de plus de transparence et d'orthodoxie de gestion.

Ces modalités d'exécution sont appropriées.

2.1.4 Contexte HARMO

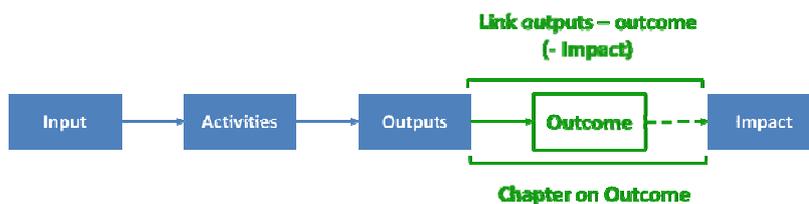
La mise en fonctionnement du Cadre de Concertation des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), piloté par le Gouverneur de la région, à travers l'instauration de la Coordination des PTF et la mise en place de groupes thématiques facilitent la complémentarité et la synergie des interventions. Celles-ci se développent particulièrement dans le secteur de l'éducation non formelle et sur les filières agricoles.

ARMFD II est partie prenante dans les groupes thématiques « Statistiques régionales, systèmes d'information et connaissance des différents secteurs », « Education, formation et insertion », « Microfinance et Crédit rural », « Promotion de la femme, protection de l'enfant et droits humains ».

L'organisation d'un atelier conjoint des programmes Niger Lux-Development et de la Coopération technique belge en avril 2012 a permis de mettre en exergue des thèmes prioritaires convergents pour lesquels des stratégies, approches ou actions « gagnant/gagnant » peuvent être mutualisées (appui à la gouvernance locale, renforcement des capacités et appuis financiers aux secteurs productifs et associatifs, mutualisation des moyens financiers et des ressources humaines, harmonisation des modalités de collaboration et de gestion en fonction des institutions partenaires et des publics cible).

2.2 Outcome

Plusieurs facteurs concourent à l'amélioration du potentiel et de la position de la femme au sein de l'économie du ménage et dans l'économie de marché, à savoir l'accès à la décision, aux ressources et aux connaissances, le renforcement de son leadership, le raffermissement de son pouvoir grâce au développement de liens sociaux et à son engagement dans des structures organisées.



2.2.1 Analyse des progrès réalisés

Le potentiel et la position des femmes au sein de l'économie du ménage et de l'économie du marché sont promus dans la région de Dosso						
Indicateurs ⁴	Valeur de la <i>Baseline</i> ⁵	Progrès année N-1 ⁶ (valeur baseline)	Progrès année N ⁷	Cible année N ⁸	Cible finale ⁹	Commentaires ¹⁰
Niveau d'amélioration de la rentabilité des activités économiques des femmes	14%	14%		15%	50%	Indicateur non mesuré fin 2012
Pourcentage des femmes qui ont le contrôle de leur biens (revenus, patrimoine, matériel, etc.)	96%	96%		2%	100%	idem
Pourcentage des femmes qui consacrent au moins 50% de leur revenu net dans le ménage	27%	27%		35%	80%	idem
Pourcentage des femmes qui ont augmenté leur capital d'au moins 10%	26%	26%		10%	40%	idem
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome :						
<i>Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?</i>	L'articulation des 4 résultats permet de développer le potentiel et de renforcer la position de la femme au sein du ménage et dans l'économie de marché à travers l'accès au pouvoir (R4), l'accès aux ressources (R2 et R3) et aux connaissances (R4 et R1).					
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>	L'avancée différenciée dans les résultats ne permet pas d'évaluer l'atteinte effective de l'outcome. En effet, des progrès ont été réalisés dans l'accès aux connaissances (alphabétisation et formations GERME niveau 1) mais pas dans l'accès aux ressources (crédit et allègement des tâches) et peu dans l'amélioration de l'organisation des femmes (dynamisation du Centre multifonctionnel et des unions communales).					

⁴ Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

⁵ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

⁶ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

⁷ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

⁸ La valeur cible à la fin de l'année N.

⁹ La valeur cible à la fin de l'intervention.

¹⁰ Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « *Baseline* » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<p>Le processus a été particulièrement long (10 mois) pour l'obtention des résultats de l'évaluation des services financiers décentralisés dans la région de Dosso, condition préalable à la mise en place des financements (crédits) ARMFD II.</p> <p>Les diagnostics approfondis opérés dans les nouveaux villages n'ont pas donné rapidement les résultats escomptés en matière d'identification des besoins des femmes en renforcement de capacités, en équipements d'allègement des tâches et en aménagement d'espaces collectifs.</p> <p>L'équipe de l'Unité d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin n'a pas répondu aux attentes dans l'accompagnement des femmes sur les filières porteuses.</p> <p>L'engagement effectif de tous les niveaux administratifs de la région dans la mise en œuvre de la stratégie d'identification des nouveaux villages et nouvelles communes a permis d'assurer la transparence dans le processus, légitimer les choix et donner un gage de pérennisation des acquis.</p>
<p><i>Résultats inattendus :</i></p>	

2.2.2 Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
L'instabilité du dispositif opérationnel du Programme (agents communaux)	2011	Développement	Elevée	Elevé	D	Plaidoyer au plus haut niveau pour le recrutement des agents communaux par la Fonction publique	MP/PF/PE	Décembre 2013	Plaidoyer à l'Assemblée Nationale pour le recrutement de 269 agents par la Fonction Publique	
						Accord d'exécution avec la Direction régionale de la P/PF/PE Dosso pour assurer le paiement des salaires jusque juin 2014	DR P/PF/PE/Dosso	Février 2013	Evaluation du premier accord d'exécution avec la DR P/PF/PE Préparation du nouvel AE	
						Affectation des ressources humaines titulaires	Fonction Publique	En continu	1 seul titulaire affecté en 2012	
La non-reconstitution des lignes de crédit ARMFD I	2010	Réputation	Elevée	Elevé	D	Transmission du dossier des SFD défailants au Contentieux de l'Etat rattaché à la Présidence	MP/PF/PE	Mai 2012	Nomination de liquidateurs en décembre 2012 par le MF	
						Mise en place d'un comité de suivi	IGS du MP/PF/PE	Avril 2012		
La non-libération des LC ARMFD II dans un bref délai	Décembre 2012	Réputation et développement	Moyenne	Elevé	C	Reconsidération de la décision du CSP en cas de report de la mission d'évaluation à mi-parcours pour raison de sécurité	DGD/MAEIANE	Q1/2013	Correspondance de l'Ordonnateur à son homologue du MAEIA	
L'atteinte partielle des résultats en juin 2014 en raison du retard dans la mise en œuvre des activités	Septembre 2012	Développement	Moyenne	Moyen	B	Renouvellement de l'équipe technique de la CCA et accélération de la mise en œuvre des activités dans le premier semestre 2013	CCA ARMFD II	Q2/2013	Equipe renouvelée en décembre 2012 et programmation opérationnelle 2013 mise en œuvre dès janvier 2013	

2.2.3 Impact potentiel

L'objectif spécifique du Programme ARMFD II découle de l'axe 2 de la Politique Nationale Genre qui vise le renforcement du potentiel et de la position de la femme et de l'homme au sein de l'économie du ménage et dans l'économie de marché. L'impact du Programme sera garanti si, effectivement, les activités principales des 4 résultats sont mises en œuvre de manière concomitante et articulée. L'augmentation du revenu monétaire des femmes se réalise principalement à travers l'accès aux ressources (gain de temps- résultat 3, crédit – résultat 2) et aux connaissances (résultats 1 et 4).

2.2.4 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
<input type="checkbox"/>	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input type="checkbox"/>	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.

<input checked="" type="checkbox"/>	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input type="checkbox"/>	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

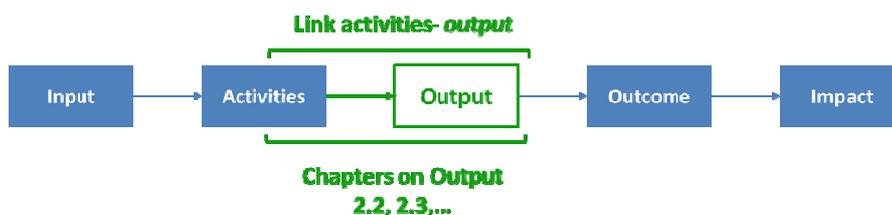
3.1 Durabilité financière/économique ?

<input type="checkbox"/>	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
<input type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input type="checkbox"/>	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input checked="" type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Attribuer une note finale à chaque critère. Si une note C ou D a été attribuée à un critère de monitoring, des mesures doivent être proposées dans le Plan d'action (4.1).

Critères	Note
Pertinence	A
Efficacité	C
Durabilité	B
Effcience	C

2.3 Output 1¹¹



2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 : Les rendements, la productivité et la qualité des productions réalisées par les femmes sont accrus						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1 (valeur baseline)	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Proportion des femmes pratiquant les AGR qui améliorent leur bénéfice d'au moins 20%	18%	18%		35%	70%	Indicateur non mesuré fin 2012
Proportion des femmes pratiquant les AGR qui portent leur bénéfice de 20% à 50%	16%	16%		10%	24%	idem
Proportion des femmes gérant les micros entreprises qui améliorent leur bénéfice d'au moins 30%	16%	16%		15%	20%	idem
Niveau d'augmentation du rendement/productivité du produit clé du segment d'une filière	Prod :12,6% Transf :12,6% Commerc :17,6%	Prod :12,6% Transf :12,6% Commerc :17,6%		15% 15% 15%	23% 23% 23%	idem
Proportion des femmes qui participent à l'économie locale	57%	57%		15%	23%	idem
Pourcentage de participation des femmes à l'économie du ménage.	ND	ND		V0 + 15%	V0 + 20%	idem

¹¹ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹²	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Mettre en place et former une Unité d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin (UAEF) au sein du Centre multifonctionnel des femmes de Dosso				X	L'équipe de l'UAEF n'a pu répondre aux attentes des structures féminines à différents niveaux, le CM n'a pas reconduit le contrat de travail de ses agents
2. Organiser la formation en gestion, en commercialisation et en techniques de production pour les femmes leaders, femmes relais et femmes entrepreneures			X		La formation en cascade n'a pas encore touché les coopératives à la base
3. Promouvoir des projets de groupements de femmes sur les filières porteuses				X	Recentrage des activités en juin 2012 et modification de l'intitulé de l'activité
4. Créer et opérationnaliser un fonds de démarrage et d'innovation pour les AGR et micro-entreprises				X	Retard dans l'élaboration du manuel de procédures
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output:</i>	Le Centre multifonctionnel a pour vocation d'appuyer les femmes à développer les AGR et micro-entreprises, en les formant techniquement, en facilitant l'accès aux facteurs de production et au marché. La formation GERME niveau 1 (activité 2) permet d'améliorer la productivité des AGR. Le fonds de démarrage et d'innovation contribue à l'amélioration de la qualité des productions des femmes. Ces trois éléments contribuent à l'atteinte du résultat.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Un plan de travail triennal, décliné en plan annuel, a été élaboré et partiellement mis en œuvre par l'UAEF (formation des unions communales en techniques de production sur 2 filières porteuses prioritaires (arachide et niébé) et des semences sélectionnées d'arachide et de sésame ont été mises à la disposition des femmes pour améliorer leur rendement. 560 femmes ont été formées sur la méthode GERME niveau 1 et participent à titre individuel à l'atteinte du résultat 1.				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Manque d'encadrement spécifique de l'UAEF par la CCA et insuffisance de suivi de la part du Centre multifonctionnel Retard dans la mise en œuvre de l'activité 3 en raison d'une vision peu claire sur les sous-activités à mettre en place dans le cadre de l'approche filière, contrainte levée par le backstopping de Bruxelles réalisé en juin 2012 par une reformulation de l'activité. Présence de PTF sur les filières porteuses sélectionnées par ARMFD II (Luxdev pour				

¹² A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

	Arachide, SNV pour niébé, CRS pour sésame)
Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :	Fortes inondations dans certaines communes bénéficiaires de la formation aux techniques de production et de la mise à disposition de semences de qualité

2.3.2 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire au 31/12/2012 est de 20%. Elle s'explique par la mise en place de l'UAEF à partir de janvier 2012, le report de la formation des groupements féminins en méthode GERME niveau 1 et la non-opérationnalisation du Fonds de démarrage et d'innovation.

2.3.3 Critères de qualité

- Efficience : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en outputs de façon économe.
- Efficacité : le degré dans lequel l'output a été réalisé, tel que prévu à la fin de l'année N.
- Durabilité : le degré de probabilité de préserver et/ou de reproduire les outputs de l'intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Critères	Note
Efficience	C
Efficacité	D
Durabilité	C

2.4 Output 2

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2 : Les femmes ont davantage accès aux services financiers							
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1 (valeur de la <i>baseline</i>)	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires	
Taux d'accès de nouveaux bénéficiaires au crédit	0%	0%		60%	80%	Indicateur non mesuré fin 2012	
Taux d'augmentation du montant global des crédits	0%	0%		150%	300%	idem	
Taux de satisfaction des bénéficiaires des services des SFD	60%	60%		20%	90%	idem	
Taux du portefeuille à risque à plus de 90 jours	5%	5%		3%	2%	idem	
Evolution de l'épargne volontaire	ND	ND		5%	V0+10%	idem	
État d'avancement des <u>principales</u> activités			État d'avancement :		Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)		
			A	B	C	D	
1. Augmenter les lignes de crédit auprès des SFD ayant des performances satisfaisantes et une santé financière acceptable					X		L'activité dépendait de la réalisation de l'évaluation des SFD de la région de Dosso, mission réalisée en juillet 2012
2. Renforcer les compétences des SFD, de leurs agents et dirigeants					X		Idem
3. Renforcer le réseau des SFD					X		Idem
4. Sensibiliser les femmes sur la constitution de leurs propres garanties					X		Idem
5. Développer de nouveaux produits financiers en collaboration avec les SFD dynamiques					X		Idem
6. Appuyer la mise en œuvre du R2							Nouvelle activité, prévue en 2013
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).							
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output:</i>		La stratégie du Programme en la matière est de faciliter l'accès des femmes au crédit et contribuer à la professionnalisation et au renforcement du secteur de la microfinance. Elle est mise en œuvre à travers les activités détaillées ci-haut et participe à l'atteinte du résultat.					
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>		L'évaluation des SFD de la région de Dosso a permis de sélectionner ceux dont les performances sont établies pour accorder du crédit aux femmes, de définir les modes de financement (fonds de garantie ou ligne de crédit), d'identifier les domaines de renforcement de capacités, de définir les composantes du système de suivi, de réviser les indicateurs de performances des SFD de la matrice de suivi de la CCA, de proposer des solutions pour motiver les femmes à mobiliser					

	<p>leurs propres garanties (MUSO ou mutuelle de solidarité).</p> <p>Conformément aux recommandations de la mission de backstopping de la CTB et de la mission ci-dessus citée, la CCA a été renforcée par un expert en microfinance.</p> <p>Les lignes de crédit ARMFD I, reconstituées à hauteur de 71%, ont été réactivées à travers la signature d'accords de gestion entre les SFD (Hinfani et Gomni) et le MP/PF/PE.</p>
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>La mission de consultation, qui aurait pu démarrer en avril 2012 (non objection le 20 avril 2012), n'a pu être réalisée qu'en juillet 2012 pour des raisons de disponibilité du chef de mission.</p>
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	<p>Bien que le rapport d'évaluation ait été finalisé en intégrant les commentaires de la CCA et de la CTB Bruxelles, le Comité Spécial des Partenaires, en décembre 2012, a décidé de surseoir la mise en place des financements ARMFD II à l'avis de la mission d'évaluation à mi-parcours, dont la réalisation est programmée en Q1/2013, ce qui en diffère le processus.</p> <p>Etant donné la forte attente des femmes à accéder au crédit pour développer leurs activités économiques et la durée restante du programme, ce report constitue un préjudice à l'atteinte du résultat 2. Par ailleurs, si ce report se poursuit, le système de suivi & évaluation relatif aux performances des SFD risque de ne pas être bien rodé avant la fin du Programme pour assurer la sécurisation des financements.</p>

2.4.2 Exécution budgétaire

Le taux d'exécution budgétaire du résultat 2 est de 8% au 31 décembre 2012. La mise en œuvre des activités de ce résultat dépendaient essentiellement des résultats de la mission d'évaluation des SFD dont les recommandations n'ont pu être que partiellement appliquées, notamment en raison du retard dans le recrutement du Chargé de la microfinance (appel à manifestation d'intérêt en août 2012, recrutement en novembre 2012).

2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	C
Efficacité	D
Durabilité	B

2.5 Output 3¹³

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 : Les tâches des femmes sont allégées							
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1 (valeur de la <i>baseline</i>)	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires	
Proportion de femmes qui ont accès aux équipements ADT	92%	92%		3%	98%	Indicateur non mesuré fin 2012	
Niveau d'allègement des tâches domestiques des femmes	22%	22%		10%	40%	idem	
Proportion d'équipements collectifs et ADT opérationnels par type	17%	17%		50%	90%	idem	
Pourcentage de fonds d'amortissement par type d'équipement ADT	76%	76%		5%	90%	idem	
Taux d'utilisation des équipements ADT	83%	83%		3%	90%	idem	
Proportion d'hommes qui bénéficient des équipements ADT	87%	87%		5%	95%	idem	
État d'avancement des <u>principales</u> activités			État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
			A	B	C	D	
1. Réhabiliter les équipements installés en phase 1						X	La stratégie de réhabilitation des équipements ADT a bien été appréhendée par les acteurs, sa mise en œuvre a souffert d'un manque de suivi
2. Mettre en place des équipements adéquats pour alléger la pénibilité des tâches dans les villages d'extension					X		Retard dans la livraison des produits finalisés du diagnostic approfondi
3. Aménager des espaces collectifs pour les femmes						X	Retard dans la finalisation de la stratégie, préalable à l'appel à projets
4. Appuyer l'encadrement des comités de gestion					X		Réalisation de l'enquête sur les CCPF, reste la concertation avec PAMED II pour l'ancrage des CCPF au sein des communes
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).							
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output:</i>		Les équipements et aménagements d'espaces collectifs ont pour objectif de libérer du temps et faciliter le développement d'activités économiques dans un cadre sécurisé et de valorisation des productions des femmes. Les conditions de pérennisation sont garanties à travers l'application de la stratégie (sécurisation					

¹³ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

	des espaces, formation des comités de gestion, suivi par les Comités Communaux de Promotion de la Femme ancrés au sein des communes pour valoriser la contribution des femmes au développement local).
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>La stratégie développée a été validée par les acteurs communaux, des requêtes ont été formulées pour la réhabilitation des équipements ADT, certains ont été réparés et sont en fonctionnement.</p> <p>L'enquête réalisée auprès des membres des CCPF a fait un état des lieux du fonctionnement de ces Comités mis en place sous ARMFD I et a formulé des pistes pour les rendre plus opérationnels et pérennes</p>
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>Les dysfonctionnements au sein de la CCA ont fortement handicapé la mise en œuvre des activités de ce résultat.</p> <p>La stratégie de réhabilitation des équipements ADT, qui peut être étendue à l'installation de nouveaux équipements et à l'aménagement d'espaces collectifs pour les femmes, repose sur une capitalisation des acquis de la 1^{ère} phase. Parmi ces derniers, la faible implication des autorités communales a été reconnue comme un facteur déterminant dans le non fonctionnement de ces équipements. La signature d'un accord d'exécution avec ces mêmes autorités les responsabilisant dans la conduite de leur gestion a été considérée comme un atout par le programme dans le processus de réhabilitation. Cette démarche à travers les procédures de la CTB s'avère toutefois d'application difficile.</p> <p>Le retard pris dans le programme de réhabilitation et les fortes pluies qui ont touché certains villages de la zone d'intervention risque d'influer sur l'importance de ce programme.</p>
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	

2.5.2 Exécution budgétaire

Le taux d'exécution budgétaire de ce résultat est de 4%, importance en relation avec les difficultés évoquées ci-dessus.

2.5.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiencia	C
Efficacia	D
Durabilidad	B

2.6 Output 4¹⁴

2.6.1 Analyse des progrès réalisés

Output 4 : Les femmes sont formées et leurs compétences organisationnelles sont renforcées						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1 (valeur de la baseline)	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Taux de couverture des besoins exprimés en alphabétisation fonctionnelle	30%	30%			80%	Indicateurs non mesurés fin 2012
Pourcentage des groupements formés et/ou alphabétisés fonctionnels	ND	ND			V0+80 %	idem
Pourcentage d'hommes par rapport aux bénéficiaires de l'alphabétisation	ND	ND			V0+50 %	idem
Niveau de participation des femmes dans les prises de décisions à différents niveaux (village, commune, département, régional)	93% 98% 82% 68%	93% 98% 82% 68%			100% 100% 90% 80%	idem
Proportion de femmes relais efficaces	ND	ND			V0+80 %	idem
Proportion de femmes alphabétisées pratiquant des AGR qui ont amélioré leur bénéfice d'au moins 20%	18%	18%			80%	idem

¹⁴ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1. Assurer l'alphabétisation des femmes		X			
2. Organiser des activités de formation et de recyclage pour les groupements de la phase 1				X	L'enquête sur le profil des femmes relais n'a pas conduit à la mise en œuvre du plan de renforcement de capacités et à la valorisation des fiches techniques élaborées en phase I
3. Organiser des séances de sensibilisation/formation pour les structures féminines sur des thèmes spécifiques dans les nouveaux villages			X		Retard dans la livraison des produits finalisés du diagnostic approfondi
4. Diffuser la méthodologie Groupe de Recherche Action					Suppression de l'activité, validée par la SMCL d'août 2012
5. Informer sur les réalisations des femmes			X		Non concrétisation des supports de communication à destination des radios locales
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output :</i>	L'autonomisation des femmes passe par le renforcement de leurs compétences organisationnelles, qui s'appuient sur l'amélioration de leurs connaissances à travers l'alphabétisation, la formation technique et la communication sur leurs propres réalisations.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>Un premier groupe de 1.096 femmes ont été alphabétisées au 1^{er} semestre 2012 (ouverture de 45 centres alpha). Sur la base des résultats de l'évaluation de cette action, une stratégie a été définie pour la campagne 2012-2013 visant l'ouverture de 100 centres alpha en faveur de 2.500 apprenantes.</p> <p>La participation des femmes aux événements qui les concernent (Journée Internationale de la Femme, Journée Nationale de la Femme, Journée de l'Enfant Africain, Journée de l'Alphabétisation) apporte davantage de visibilité à leurs capacités de mobilisation, d'inscription dans des actions concrètes de valorisation de leur potentiel productif (communication sur le maraîchage), et de parrainage entre femmes rurales et femmes urbaines.</p>				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>La mise en œuvre des activités d'alphabétisation s'est réalisée en étroite collaboration avec le programme alphabétisation de la Direction régionale de l'Education Nationale, soutenu par la Coopération luxembourgeoise. Cet appui s'est traduit en termes de définition de stratégie, d'encadrement pédagogique et d'évaluation des actions d'alphabétisation exécutées par les ONG sous contrat avec ARMG II.</p> <p>Les dysfonctionnements au sein de la CCA ont limité la mise en œuvre des activités de recyclage des femmes relais et de formation technique des groupements féminins dans les anciens villages et de sensibilisation des</p>				

	femmes dans la zone d'extension du programme.
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	

2.6.2 Exécution budgétaire

Le taux d'exécution budgétaire de ce résultat est de 22%, et concerne essentiellement les activités d'alphabétisation et de communication sur les réalisations des femmes.

2.6.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	C
Efficacit	D
Durabilit	B

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Le Programme ARMFD II est par essence une intervention basée sur l'intégration des femmes au développement. Toutefois, des ouvertures sont faites pour une prise en compte de l'aspect « Genre » dans la mise en œuvre des activités. Ainsi, les hommes acquis à la cause des femmes participent à l'intervention, soit directement comme dans le cadre de l'alphabétisation où l'ouverture de centres mixtes est encouragée, à travers le renforcement des capacités des opérateurs des équipements ADT, l'accès à certains facteurs de production gérés par les femmes (boutiques d'intrants). Indirectement, les équipements ADT mis en place bénéficient également aux hommes (moyens d'exhaure de l'eau, charrettes). A travers le renforcement du pouvoir économique des femmes, ces dernières participent à la prise en charge des besoins du ménage, en termes d'éducation, de santé, d'alimentation et améliore leur pouvoir de décision au sein de leur famille.

La mise en place de structures communales de promotion de la femme (CCPF) permet d'améliorer leur accès aux instances décisionnelles et favorise leur émergence politique. On constate aujourd'hui, dans les communes d'intervention d'ARMFD II, que des femmes relais se comptent parmi les élus communaux (Dosso, Doutchi, Kiéché, Harikanassou et Falwel).

3.2 Environnement

L'économie d'énergie à travers l'utilisation de foyers améliorés reste d'actualité, les femmes formées dans ce domaine durant la 1^{ère} phase poursuivent la sensibilisation sur la préservation de l'environnement ainsi que la construction des foyers améliorés.

Les livrets d'alphabétisation intègrent des thèmes en faveur de l'utilisation du potentiel local (fumier) pour améliorer la fertilité des sols.

3.3 Economie sociale

La mise en œuvre des activités relatives au résultat 1 s'opère en partie au travers d'un soutien du programme au Centre multifonctionnel, fédération des coopératives féminines à la base de la région de Dosso. Un travail plus spécifique auprès des unions communales s'avère indispensable pour créer un lien opérationnel entre ces deux niveaux, ce dont le Programme s'attellera en 2013.

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action

Formuler, sur la base des données et de l'analyse ci-dessus, des actions (décisions) à prendre. Celles-ci peuvent être d'ordre stratégique et/ou opérationnel.

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
<i>Description de l'action/la décision à prendre.</i>	<i>Le sous-chapitre auquel l'action/la décision se réfère (p. ex., 2.4)</i>	<i>Le responsable de la prise de décision/action</i>	<i>p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1</i>
Renforcer l'ancrage des activités du programme au sein de structures rendues pérennes : Comité Communal de Promotion de la Femme, Centre multifonctionnel des femmes de Dosso, Unions communales féminines	2.5.1. 2.3.1. 3.3.	CCA	Q1/2013
Stabiliser les agents communaux à travers un recrutement par la Fonction Publique et un nouvel accord d'exécution avec la Direction Régionale de la P/PF/PE/Dosso.	2.1.2.	MP/PF/PE CCA/DR P/PF/PE	En continu Q1/2013
Rechercher les synergies et complémentarités avec les autres partenaires	2.1.4. 2.3.1.	CCA	Q4/2013
Améliorer le taux d'exécution budgétaire par l'engagement de la grande majorité des fonds durant le 1 ^{er} semestre 2013	2.3.2. 2.4.2. 2.5.2.	SMCL CCA	Q2/2013
Renforcer le professionnalisme de la CCA pour que les résultats puissent être atteints dans le temps imparti	2.5.1. 2.6.1.	Direction du Programme ARMFD II	En continu

4.2 Enseignements tirés

Les enseignements tirés sont de nouveaux savoirs qui doivent demeurer dans la mémoire institutionnelle de la CTB et des partenaires. Ils peuvent être tirés d'activités, d'outputs, de l'outcome (ou d'une combinaison de niveaux ou de tout autre aspect de l'intervention et de son contexte).

Enseignements tirés	Public cible
<p>La mise en place d'une approche programme nécessite un ensemble de conditions préalables : des ressources humaines stables et une volonté de toutes les parties prenantes. La présence d'un projet d'appui institutionnel constitue un atout, pour bénéficier des retombées de renforcements de capacités, pour faciliter la remontée des résultats du niveau régional vers le niveau central et leur capitalisation et diffusion à d'autres régions, pour s'assurer de la cohérence entre le niveau politique (central) et opérationnel (décentralisé).</p> <p>Appliquée au sein d'une région, l'approche programme a besoin d'un accompagnement continu et rapproché par le niveau central.</p>	<p>Le MP/PF/PE</p>

5 Recommandations à la SMCL

Le Programme ARMFD II recommande à la SMCL de :

- Poursuivre sans désarmer le plaidoyer pour la stabilisation des agents communaux à travers un recrutement par la Fonction publique en valorisant leur expertise au profit du Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique
- Soutenir le plaidoyer pour la libération des financements (lignes de crédit ou fonds de garantie) du résultat 2 de la seconde phase du Programme et leur sécurisation à travers un mécanisme durable pour les femmes de la région de Dosso dans le cadre du développement de la micro entreprise.

6 Annexes

- 6.1. APERCU DES MORE RESULTS
- 6.2. DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI
- 6.3. CADRE LOGIQUE D'ORIGINE (SELON LE DTF)
- 6.4. MATRICE ACTUALISEE DES INDICATEURS
- 6.5. RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y-M) »

6.1. Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui, après la finalisation de l'étude de référence
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	non
Planning de l'EMP	15/01/2013
Planning de l'évaluation finale	01/03/2014
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Janvier 2012 (EST), juin 2012 (EST)

6.2. Décisions prises par la SMCL et suivi

Décisions à prendre					Actions			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Recouvrer les fonds des lignes de crédit en souffrance auprès des SFD de Loga et Gaya	Juin 2010	En continu	Résultat de l'audit financier 2009	Autorités régionales	Recouvrement par Gendarmerie et police	Autorités régionales		21 % recouverts	Transfert du dossier au Contentieux de l'Etat en mai 2012
Transférer les fonds récupérés par la Gendarmerie sur un compte ouvert à cet effet	Octobre 2011	immédiat	Document de travail SMCL n°3	Autorités régionales	Instruire les responsables de la Gendarmerie	Autorités régionales	Octobre 2011	100% en novembre 2011	OK
Transfert du dossier de Gaya et Loga au Contentieux de l'Etat	Octobre 2011	Immédiat	SMCL	MP/PF/PE	Transfert par un courrier de la Ministre de la P/PF/PE	MP/PF/PE	Octobre 2011	Effectué en mai 2012	OK
N'accorder aucun crédit sur les lignes ARMFD I de Boboye, Dosso et Doutchi	Juin 2010	6 mois	Résultat de l'audit financier 2009	SFD et DR P/PF/PE	Blocage des lignes de crédit sur des comptes à double signature	Direction régional de la P/PF/PE	Jusqu'au démarrage ARMFD II	103.000.000 FCFA HINFANI bloqué	OK en 2011
								96.000.000 F CFA GOMNI bloqué	OK en 2011
								111.522.617 FCFA en circulation ASUSU SA	NOK
Remettre à disposition auprès des	Février 2011	3 mois	SMCL	SFD et MP/PF/PE	Signature d'accord de gestion (AG)	DR P/PF/PE avec CCA ARMFD II	31 mai 2011	AG de 103.027.436 FCFA signé le	OK

femmes les lignes de crédit chez HINFANI et GOMNI								3/01/2013	
								AG de 97.085.360 FCFA signé le 03/01/2013	OK
Sécuriser la LC ASUSU SA sur un compte spécifique	Février 2011	1,5 mois	SMCL	SFD et MP/PF/PE	Signature d'accord de gestion	DR P/PF/PE avec CCA ARMFD II	15 avril 2011	168.061.157 FCFA négociés pour une mise en circulation sur un compte spécifique	En cours
Décisions à prendre					Actions			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Stabiliser les agents communaux ASCN fin de mandat	Février 2011	En continu	Rapport annuel 2010	MP/PF/PE	Signature de contrat de travail de 12 mois entre la DRH MP/PF/PE et les ASCN fin de mandat	DRH MP/PF/PE	31 mars 2012	Contrats signés	OK
					Mise en œuvre d'un AE entre DR P/PF/PE et ARMFD II	DR/P/PF/PE et CCA ARMFD II	Août 2012	AE signé et prolongé par un avenant (autorisation SMCL février 2012)	OK
					Mise en œuvre d'un 2 ^{ème} AE jusqu'à la fin des activités ARMFD II	DR/P/PF/PE et CCA ARMFD II	Juin 2014	Evaluation du premier AE et second AE en préparation	En cours
Mener une réflexion pour développer une stratégie à long terme pour la	Février 2011	5 mois	SMCL	MP/PF/PE	Plaidoyer auprès du MP/PF/PE pour un recrutement par la Fonction	MP/PF/PE	31 juillet 2011	Plaidoyer auprès de la Chambre des Députés en 2012 pour le	En cours

stabilisation des agents communaux du MP/PF/PE					Publique			recrutement de personnel dans la mise en œuvre du plan stratégique du MP/PF/PE	
Décisions à prendre					Actions			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Approfondir les réflexions sur la gestion des équipements ADT en capitalisant les acquis de la 1 ^{ère} phase et les expériences d'autres partenaires	Février 2011	2 mois	Programmation opérationnelle 2011	CCA ARMFD II, DR/P/PF/PE, STD, prestataires et autres partenaires	Evaluation exhaustive (technique et sociologique) des équipements ADT ARMFD I	CCA ARMFD II	Novembre 2011	Définition et mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan de réhabilitation	OK pour la stratégie Mise en œuvre en cours
Identifier les activités critiques des différentes programmations annuelles sur lesquelles la priorité doit être accordée	Février 2011 Octobre 2011	A chaque programmation	SMCL	CCA ARMFD II	Recentrage des activités suite à la mission de backstopping de la CTB Bruxelles Application des recommandations de la MT revue	CCA ARMFD II	Décembre 2012	Programmation annuelle 2013 prend en considération ce recentrage Report de la MT revue en mars 2013	En cours

6.1 Cadre logique ARMFD II selon le DTF

Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
<p>Objectif global</p> <p>La situation socio-économique des femmes est améliorée</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'évolution à la hausse du revenu et du patrimoine sous contrôle des femmes (nombre d'animaux, du fonds de commerce, des cotisations des tontines) - L'augmentation du temps disponible pour les femmes leur permettant de renforcer leurs positions socio-économiques (empowerment). - La participation accrue des femmes dans la prise de décisions au sein des ménages, au sein des organes de décisions (village, département, région, etc.) - L'amélioration de la reconnaissance des groupements des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur le budget des ménages (Rapport Direction Régionale de la Statistique) - Rapport d'évaluation - Etude d'impact 	<ul style="list-style-type: none"> - La stabilité macro-économique et politique du pays - La non - montée de l'intégrisme
<p>Objectif spécifique</p> <p>Le potentiel et la position des femmes au sein de l'économie du ménage et de l'économie du marché sont promus dans la région de Dosso</p>	<p>IOS1 L'amélioration de la rentabilité des activités économiques des femmes</p> <p>IOS 2 L'augmentation du contrôle des femmes sur leur propre budget</p> <p>IOS -3 La répartition plus juste des dépenses entre hommes et femmes</p>	<p>Rapport d'évaluation</p> <p>Etude d'impact - Suivi de l'évolution des revenus des femmes</p> <p>Rapport enquête budget des ménages</p> <p>Rapport analyse genre sur le contrôle des ressources</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le pouvoir d'achat des populations ne se dégrade pas - Les droits des femmes sont respectés (droit à l'éducation - l'accès aux soins de santé, etc.) - Les femmes utilisent le temps libéré pour mener des activités économiques

RESULTATS			
Description	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
R.1. Les rendements, la productivité et la qualité des productions réalisées par les femmes sont accrues	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de femmes et de groupements menant des AGR • Augmentation du bénéfice des AGR • Evolution de la production totale des AGR des femmes par filière/produits clé 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données du projet • Rapport annuel d'activités • Registre de comptabilité des AGR • Rapport d'évaluation des AGR • Rapport d'étude sur les filières • Etude d'impact du programme (suivi périodique d'un échantillon de femmes bénéficiaires) 	<ul style="list-style-type: none"> • Production agricole favorable • La situation économique et politique du Niger est stable • L'environnement des affaires ne se détériore pas • Pas de baisse de prix sur le marché des produits finis
R 2. Les femmes ont davantage accès aux services financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de femmes et groupements ayant reçu un crédit • Augmentation du montant des crédits octroyés <ul style="list-style-type: none"> - sur la ligne de crédit ARMFD - sur les ressources propres des IMF • Le portefeuille à risque (90 jours) est inférieur à 5 % 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données du projet • Documents techniques du système de monitoring par ANIP • Rapport d'activités des IMF 	<ul style="list-style-type: none"> • La solidarité entre les femmes reste intacte • Le secteur financier et de la microfinance en particulier ne connaît pas de problèmes majeurs • La législation sur la microfinance ne représente par un trop grand fardeau pour les petites IMF

Supprimé: ¶

R 3. Les tâches des femmes sont allégées	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de femmes qui utilisent les équipements pour alléger leurs tâches • L'évolution du temps libéré et son utilisation pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ Des activités génératrices de revenus ○ Des activités sociales ○ L'alphabétisation • Augmentation des infrastructures collectives opérationnelles– par type • Augmentation des équipements ADT installés et fonctionnels pour alléger les tâches des femmes par type 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données du programme y inclus des infos sur le statut des équipements (installé/ en panne/fonctionnel/ tenue des comptes) • Rapport d'activités des ONG partenaires basés sur des documents fournis par les animateurs et par d'autres intervenants (Pv de réception et d'installation des équipements, PV d'aménagement et/ou réhabilités) • Rapport de tenue des comptes par les comités de gestion <p>Cartographie des installations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Equipements disponibles répondant aux attentes des femmes • Les prix des services sont abordables pour toute la population • Disponibilité de la matière première • Cohésion sociale au sein des villages • Sécurisation foncière des sites pour le maraîchage
R 4. Les femmes sont formées et leurs compétences organisationnelles sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de femmes alphabétisées par l'ARMFD • Augmentation du nombre de groupements de femmes opérationnels • Intégration des hommes dans les cours d'alphabétisation fonctionnelle • Augmentation du nombre de GRA • Nombre de fois que les autorités locales consultent les groupements de femmes • Augmentation du nombre de groupements qui mettent en pratique les acquis des formations reçues 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données du programme • Rapport d'activités annuel des prestataires en alphabétisation et rapport annuel de la Direction Régionale de l'Alphabétisation • Rapport semestriels des ONG (formations, appui-conseils, DPV, GRA, ...) • Rapport du DPV • Rapport des GRA • Rapport d'évaluation • Cartographe des GRA et des groupements 	<ul style="list-style-type: none"> • Les femmes ont la liberté de s'organiser (non-claustration) • La cohésion sociale au niveau du village est assurée • Les autorités locales s'investissent dans le suivi des actions de développement de leurs entités <ul style="list-style-type: none"> • Publication des données sexo-spécifique au niveau de la Statistique

Supprimé: ¶

Activités principales	Moyens	Coûts
<p>A.1.1. Mettre en place et former une Unité d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin au sein du Centre Multifonctionnel des Femmes</p> <p>A.1.2. Organiser des formations (gestion, transformation, commercialisation) pour le groupe cible</p> <p>A.1.3. Développer des filières porteuses pour les femmes</p> <p>A.1.4. Créer et opérationnaliser un fonds de démarrage et d'innovation pour les AGR/GRA et micro-entreprises</p> <p>A.1.5. Encadrement par les ONG</p>	<p><u>Acteurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Centre Multifonctionnel de Hawa Zaya (Unité de promotion de l'entrepreneuriat féminin) - STD des Ministères concernés - Formateurs GERME - ONG et leurs animateurs - Les femmes relais <p><u>Moyens proposés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sessions Formation des Formateurs GERME pour DAP et femmes-relais - Sessions gestion de base à organiser au niveau des 240 villages par l'ONG et l'AC- PF/PE ; - Sessions spécialisées à organiser au niveau des communes (10 sessions par commune) - Animation des filières : réunions et échanges, voyages d'études, GRA,.. - Fonds de démarrage et d'innovation pour les micro-entreprises /AGR - 1 expert en gestion des petites entreprises et un expert en technologie alimentaire, frais de fonctionnement ; communication, transport 	<p>VOIR BUDGET</p>

<p>A.2.1. Augmenter des lignes de crédit auprès des IMF ayant des performances satisfaisantes et une santé financière acceptable</p> <p>A.2.2. Renforcer les compétences de ces IMF et leurs agents et dirigeants</p> <p>A.2.3. Renforcer le réseau des guichets des IMF</p> <p>A.2.4. Sensibiliser les femmes sur le besoin de constituer leurs propres garanties et d'accumuler des ressources propres</p> <p>A.2.5. Développer de nouveaux produits financiers en collaboration avec les IMF dynamiques</p>	<p><u>Acteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - IMF partenaires opérant dans la région de Dosso - Association Nigérienne des institutions professionnelles de la microfinance (ANIP) pour A.2.3 - ONG (A.2.4.) <p><u>Moyens :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lignes de crédit - Sessions de formation pour les IMF à Dosso et à Niamey - Mise en place de systèmes de gestion informatique - Organisation des échanges et animation du réseau - Sessions de formation pour le DAP en vue de sensibiliser les femmes - Recherche et tests pour les nouveaux produits (warrantage, achat-vente d'équipements, crédit moyen terme, crédit individuel) 	<p>VOIR BUDGET</p>
<p>A 3.1. Réhabiliter les équipements installés dans la Phase I</p> <p>A 3.2. Mettre en place des équipements adéquats en vue d'alléger la pénibilité des tâches des femmes dans les villages d'extension</p> <p>A 3.3. Aménager des espaces collectifs pour les femmes</p> <p>A 3.4. Appuyer l'encadrement des comités de gestion</p> <p>A 3.5. Encadrement par les ONG</p>	<p><u>Acteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - CCPF - DAP - Entreprises locales <p><u>Moyens :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise d'ouvrage déléguée aux entreprises locales - Identification d'opérateurs économiques dans la région et Installation des équipements adéquats - Enveloppe pour la mise en place des équipements ADT - Enveloppe pour l'aménagement des espaces collectifs pour les femmes - Accompagnement des comités de gestion - Manuels de gestion 	<p>VOIR BUDGET</p>
<p>A.4.1. Assurer l'alphabétisation des femmes et des groupements et des membres de comités de gestion</p> <p>A.4.2. Organiser des sessions de formations de recyclage pour les groupements de la Phase 1</p> <p>A.4.3. Organiser des séances de sensibilisation/formation à l'endroit des groupements de femmes sur des thèmes</p>	<p><u>Acteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ONG spécialisées en alphabétisation - Opérateurs prestataires de services sur l'approche PdT - DAP <p><u>Moyens :</u></p>	<p><u>VOIR BUDGET</u></p>

<p>spécifiques</p> <p>A.4.4. Diffuser la méthodologie « Groupes de recherche action » (GRA)</p> <p>A.4.5. Information sur les réalisations du programme</p> <p>A.4.6. Encadrement par les ONG</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des centres d'alphabétisation - Sessions de recyclage dans les villages couverts sous ARMFD I - Sessions de formation dans les nouveaux villages - Sessions DPV - Formations en GRA - Contrat de prestations avec les radios de proximité - Film documentaire 	
---	--	--